

Nous avons également vu que, bien qu'elle revête de plus en plus d'importance, la mondialisation est néanmoins moins généralisée et linéaire que ne le laisse supposer la croyance populaire. La plus grande partie de l'accroissement des échanges mondiaux s'est produite à l'échelle régionale (sous l'effet surtout du commerce intra-européen). Bon nombre d'entreprises transnationales, et peut-être la plupart d'entre elles, ne sont pas plus «internationalisées» ou «apatrides» que par le passé en ce qui concerne des aspects clés de leurs activités comme la R-D et les échanges entre les sociétés mères et les sociétés affiliées. Les entreprises japonaises restent typiquement japonaises. La majorité des données fragmentaires sur les entreprises «mondiales» ont trait à l'expérience vécue en Europe, et il serait plus juste de qualifier ce phénomène de régional (l'apparition de l'entreprise européenne) plutôt que de phénomène vraiment mondial.

Pourtant ces réserves n'infirment pas la conclusion générale voulant que le Canada doive faire sa propre promotion à l'étranger encore plus vigoureusement et en faisant preuve de plus de créativité. Nos besoins en investissements futurs sont énormes. Sans le commerce ainsi que la spécialisation et l'innovation encouragées par le commerce, l'économie canadienne déclinerait rapidement. Cependant, pour soutenir la concurrence sur son territoire et à l'étranger dans un monde plus concurrentiel où la gamme de produits est plus variée, le Canada doit commercer et produire de manière plus intelligente. L'avenir du Canada, tout comme celui d'autres pays de taille petite et moyenne, dépend de notre capacité de faire preuve de souplesse et d'adaptabilité devant la concurrence croissante à l'égard des marchés d'exportation et des investissements de qualité.

Tout en favorisant une perspective aussi mondiale que possible, il faut examiner davantage les avantages immédiats de l'accroissement du commerce et de la production à l'échelle régionale. L'Europe occidentale l'a certainement fait et continue de le faire dans le cadre de la combinaison de la Communauté européenne, de l'Association européenne de libre-échange et d'Europe 1992. L'ALE et l'ALENA constituent une base dont nous pouvons nous inspirer pour puiser dans le dynamisme créé, lorsque plusieurs pays qui partagent les mêmes idées et leurs industries conjuguent leurs points forts. À cet égard, l'adhésion à l'ALENA par certains pays d'Amérique latine et de l'Asie-Pacifique pourrait améliorer les perspectives de croissance au Canada et créer une masse critique suffisante (un levier) pour entreprendre des négociations plus fructueuses avec l'Europe et le Japon que les NCM n'ont permis de le faire jusqu'à maintenant. Si nous nous en servons avec prévoyance, nous pouvons faire du régionalisme une station d'escale vers des disciplines multilatérales plus complètes qui permettent de faire face à la mondialisation, et en fait de la renforcer, à l'avantage du Canada.